



CRAAD-OI
Centre de Recherches et d'Appui pour les
Alternatives de Développement - Océan Indien
RSCDA-OI
Research and Support Center for
Development Alternatives - Indian Ocean



LA JEUNESSE
POUR LES DROITS HUMAINS
ET LA JUSTICE CLIMATIQUE,
ECONOMIQUE ET ECOLOGIQUE



COMMUNIQUE

LA LOI ET LE SYSTEME JUDICIAIRE NE DOIVENT PAS SERVIR A OPPRIMER LES PAYSANS MAIS A LES PROTEGER CONTRE LES ACCAPAREMENTS DE TERRES DANS LE BAS MANGOKY

Le nombre de cas d'accaparement des terres ne cesse de croître à Madagascar depuis plusieurs années, la plupart du temps avec la complicité de hautes personnalités étatiques et/ou politiques. Un nombre grandissant de communautés ont dénoncé ces violations de leurs droits, pour ne citer que celles de l'île de Sakatia et de l'île Mitsio, ainsi que les communautés affectées par le projet d'autoroute sur l'axe Atsinanana ou encore par le projet Base Toliara dans la région Atsimo Andrefana, et par le projet d'extraction de terres rares dans le district d'Ambanja.

La question récurrente se pose encore une fois : Madagascar est-il un Etat de Droit ou non ? En effet, ces luttes des communautés pour leurs droits fondamentaux ont également un point commun : les lois et le système judiciaire sont utilisés par divers moyens fallacieux pour faire pression sur elles et, contrairement aux principes fondamentaux des droits humains, ces communautés ne semblent disposer d'aucun mécanisme de recours impartial et juste pour faire valoir leurs droits.

Les communautés du Bas Mangoky subissent actuellement les mêmes injustices et traitements préjudiciables que beaucoup d'autres communautés victimes d'accaparement de terres dans ce pays, et qui ont voulu défendre leurs droits. Selon les interpellations récentes de l'association FIMA (Fikambanan'ny Masikoro Arivolahy), les membres de ces communautés ont été trompés par de hautes personnalités qui leur ont fait croire qu'ils allaient effectuer un recensement, puis une redistribution équitable des terrains que ces paysans occupaient auparavant dans le nouveau périmètre aménagé dit P2 du Bas Mangoky. Pourtant, non seulement la Commission d'Attribution des Terres mise en place par la suite n'a pas restitué leurs terres à ces paysans comme convenu, mais beaucoup de terrains ont été alloués à d'autres personnes étrangères à leurs communautés, y compris des autorités locales parties prenantes au problème dont le Gouverneur de la région Atsimo Andrefana, le Directeur régional du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, ainsi qu'un ministre nouvellement nommé au sein de l'actuel gouvernement.

Sans surprise, les mêmes scénarios se répètent. A l'instar de feu Raleva qui avait osé défendre les droits des communautés de Vohilava, de Clovis Razafimalala, ou encore des membres des communautés du district de Toliara Il s'opposant au projet Base Toliara, on accuse les membres de ces communautés de délits montés de toutes pièces, en l'occurrence la destruction de biens publics. On les place sous mandat de dépôt, puis on les condamne à une peine d'emprisonnement avec sursis, probablement comme mesure dissuasive.

En solidarité avec les communautés du Bas Mangoky et l'association FIMA, les signataires du présent Communiqué

- appellent à la libération immédiate et sans condition des trois paysans qui ont été incarcérés en raison de leur lutte contre la corruption et l'accaparement de leurs terres ;
- exhortent l'Etat Malagasy à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour mettre en œuvre une investigation immédiate et transparente sur cette affaire, et pour restituer leurs terres aux paysans victimes des accaparements de leurs terres.

Antananarivo le 19 janvier 2024

- Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives de Développement – Océan Indien (CRAAD-OI) craad.madagascar@gmail.com ; <http://craadoimada.com>
- Femmes en Action Rurale de Madagascar (FARM) - farmmadagascar@gmail.com; <https://web.facebook.com/farmadagascar>
- Réseau des Jeunes pour le Développement Durable (RJDD) - ridd.madagascar@gmail.com; <https://web.facebook.com/RJDDMadagascar>